



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :
Stéphanie JANNIN

Solidarités - Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 2 visant l'accès à l'hygiène des plus démunis - Conventions avec trois structures proposant un service de douches - Pause/Issue, Secours Catholique de l'Hérault et Croix Rouge de l'Hérault - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

La convention pluriannuelle Etat-Ville-Métropole approuvée par le Conseil de Métropole du 12 octobre dernier s'appuie sur le principe d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire. Au titre de l'année 2020, en complément des crédits délégués par l'Etat (500 000 €), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier engagent leurs fonds propres globalement à hauteur de 500 000 €. Le budget annuel du Plan pauvreté local s'établit ainsi à un million d'euros.

Un programme concerté de 11 actions a été conçu entre les services de l'Etat, de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole telles que la création d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue, l'accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité, la coordination de l'aide alimentaire, le développement des dispositifs d'insertion par l'économique ou l'amélioration de l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles.

La présente délibération concerne la mise en œuvre dès 2020 de l'action 2 visant un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité.

Les services des administrations et les associations du territoire ont en effet constaté que les personnes à la rue accèdent difficilement à l'hygiène. Les douches des trois accueils de jour et des deux centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) situés à Montpellier sont très fréquentées et le temps d'attente décourage certaines personnes. En outre, les femmes accèdent insuffisamment à ces services car leur aménagement dans un des CAARUD (service fermé depuis l'épidémie de COVID) ne permet pas une séparation physique des femmes et des hommes.

L'action 2 de la stratégie de lutte contre la pauvreté pour 2020 recouvre 3 interventions complémentaires dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'hygiène : la distribution de kits d'hygiène dans tous les lieux possédant un accès douches, l'augmentation du nombre de maraude du bus « la bulle – douche nomade » ainsi que l'amélioration à l'accès des douches existantes. Les deux premières interventions ont d'ores et déjà fait l'objet d'une validation en Conseil de Métropole du 23 novembre 2020.

La présente délibération concerne l'amélioration de l'accès aux douches existantes. Le but est qu'un plus grand nombre de sans domicile fixe puisse accéder aux douches et que celles-ci soient en capacité d'accueillir le public dans de bonnes conditions. De plus, de nombreuses personnes se présentent avec du linge hors d'état ou extrêmement dégradé. Il y a lieu de leur permettre de pouvoir accéder à un service de laverie et/ou à des biens de première nécessité en plus de leur accès douche, et d'augmenter les capacités de bagagerie pour qu'ils puissent ranger leur linge et affaires importantes.

Pour ce faire, il est proposé l'attribution en 2020 d'une subvention à chacune des trois associations suivantes, pour un total de 60 000 €, dont 30 000 € sur crédit délégués par l'Etat et 30 000 € sur fonds propres de la Métropole :

- Le Secours Catholique de l'Hérault : 20 000 € ;
- L'association Issue – Pause : 32 000 € ;
- La Croix Rouge : 8 000 €.

Il y a lieu de formaliser l'octroi de ces subventions par la signature d'une convention d'attribution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'attribuer une subvention à chacune des trois associations précitées pour un montant total de 60 000 € (dont 30 000 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- d'approuver les termes des projets de conventions d'attribution à intervenir avec chacune des associations ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149252-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION ISSUE PAUSE ACTION 2 STRATEGIE PAUVRETE MMM
- CONVENTION SECOURS CATHOLIQUE ACTION 2 STRATEGIE PAUVRETE MMM
- CONVENTION CROIX ROUGE ACTION 2 STRATEGIE PAUVRETE MMM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.